

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 18 mai 2022

Ordre du jour :

- DEL/2022/05/031 : Tarifs eau et assainissements à compter du 1er janvier 2023
- DEL/2022/05/032 : Règlement du service de l'eau
- DEL/2022/05/033 : Port de Santa Severa - Nouveaux tarifs
- DEL/2022/05/034 : Pose de compteurs d'eau avec télérelève - Plan de financement
- DEL/2022/05/035 : Travaux d'alimentation en eau potable: Construction d'un nouveau réservoir desservant les hameaux de Fienu, Liccetu et Castellu - Plan de financement
- DEL/2022/05/036 : Travaux d'alimentation en eau potable: Réfection de la distribution des hameaux de Renula Suttana et Suprana – Plan de financement
- DEL/2022/05/037 : Travaux d'alimentation en eau potable: Déviation du réseau lieudit Stagnone à Santa Severa - Plan de financement
- DEL/2022/05/038 : Adressage de la Commune - Plan de financement
- DEL/2022/05/039 : Décision modificative n° 1 - Budget général M14 2022
- DEL/2022/05/040 : Subvention à l'association Tenda VTT Natura
- DEL/2022/05/041 : Vente de la parcelle K 611 à M. Jérôme PAVERANI
- DEL/2022/05/042 : Modification simplifiée n°1 du PLU: modalités de mise à disposition du public du dossier

Présidé par Madame Anne-Laure SANTUCCI, Maire de Luri.

Étaient présents : Anne Laure SANTUCCI, Jean-Michel FANTOZZI, Jean Alfred GIULIANI, Ghjuvan Matteu SUSINI, Pascale LUCIANI, Antoine CERVONI, Gabrielle CACCIARI, Maurice FORNALI, Sandra VITALI, David TAVELLA.

Absents : Michel TOMEI

Avec procurations : Anthony GRAVINI à Jean-Michel FANTOZZI, Marianne DOMINICI a Maurice FORNALI, Dominique CERVONI, Pierre PALMIERI à Gabrielle CACCIARI

Secrétaire de séance : Maurice FORNALI

 **DEL/2022/05/031 : Tarifs eau et assainissements à compter du 1er janvier 2023**

Le Maire informe le Conseil municipal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Considérant que la Commune va passer à la facturation à la consommation du service eau et assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023,
Considérant que les tarifs eau potable et assainissement, permettent d'assurer les charges de fonctionnement des services ainsi que la mise en œuvre des investissements (renouvellement du patrimoine, réalisation des travaux issus des schémas directeurs),

Considérant les tarifs proposé à compter du 1^{er} janvier 2023 :

◆ Prix de l'eau

Abonnement fixe : 115 € / an

Abonnement fixe compteur gros débit : 230 € / an

Consommation de 0 à 350 m³ : 0.30 € le m³

Consommation à partir de 351 m³ : 0.50 € le m³

◆ Prix de l'assainissement

Abonnement fixe : 100 € / an

Consommation de 0 à 350 m³ : 0.20 € le m³

Consommation à partir de 351 m³ : 0.35 € le m³

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide d'adopter les tarifs d'eau potable et d'assainissement collectifs tels qu'énoncés ci-dessus, étant entendu qu'ils seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

 **DEL/2022/05/032 : Règlement du service de l'eau**

Le Maire informe le Conseil municipal,

Vu le Code de la Santé Publique,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2224-12 et suivants relatifs aux règlements et tarification des services eau et assainissement,
Vu la nécessité d'adopter un règlement de service de l'eau potable qui définit avec précision les conditions générales de fonctionnement ainsi que les modalités techniques et administratives pour les usagers,

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le règlement du service de l'eau potable annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide d'adopter le règlement du service de l'eau potable annexé à la présente délibération.

REGLEMENT DU SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Approuvé par délibération n° 2022/05/032
en date du 18 mai 2022

PREAMBULE

Le service public de distribution d'eau potable a pour objet de fournir à tout usager domestique ou professionnel une eau courante présentant en permanence des qualités la rendant propre à la consommation humaine.

La collectivité prélève l'eau "brute" dans le milieu naturel par captage, traite l'eau prélevée pour la rendre potable, puis la transporte jusqu'au robinet du consommateur. La collectivité a également en charge l'entretien de l'ensemble du réseau.

Le présent règlement définit les obligations respectives des usagers et du service de distribution d'eau potable, afin que chacun se mobilise pour une gestion durable de l'eau.

Enfin, ce document doit permettre d'améliorer et de contractualiser les relations entre les abonnés et le Service afin de garantir notre engagement mutuel pour poursuivre l'amélioration du service public et la protection de nos ressources.

Les mots pour se comprendre:

Vous désigne l'abonné c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service de distribution de l'Eau. Ce peut être le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi, la copropriété représentée par son syndic ou une entreprise de travaux publics, etc.

La collectivité désigne la commune de LURI dont le siège est sise Casa Cumuna – A Piazza – 20228 LURI et qui est en charge du service de l'eau potable en régie directe.

CHAPITRE 1: DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT ET PRINCIPES GENERAUX

Conformément à l'article L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes doivent établir un règlement de service définissant les obligations mutuelles du service de l'eau et de l'abonné du service.

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable par la collectivité.

Réalisation du service: La réalisation du service public de distribution de l'eau potable est organisée suivant le mode de régie directe.

ARTICLE 2: LE SERVICE DE L'EAU

1.1. La qualité de l'eau fournie

La collectivité est tenue de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées.

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie ou accessibles sur le site internet de la commune. Ils vous sont transmis une fois par an avec votre facture.

Vous pouvez contacter à tout moment le distributeur pour connaître les caractéristiques de l'eau.

1.1. Les engagements de la collectivité

En livrant l'eau chez vous, la collectivité vous garantit la continuité du service sauf circonstances exceptionnelles: accidents et interventions obligatoires sur le réseau, incendie, mesures de restriction imposées par la collectivité ou le préfet.

Les prestations qui vous sont garanties sont les suivantes:

- Un contrôle régulier de l'eau effectué par les services du Ministère chargé de la Santé, conformément à la réglementation en vigueur.
- Une information régulière sur la qualité de l'eau, de même des informations ponctuelles en cas de dégradation de la qualité, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.
- Un accueil téléphonique au 04.95.35.00.15 aux heures d'ouverture de la mairie, par courriel (mairiedeluri@wanadoo.fr) pour effectuer toutes démarches et répondre à toutes vos questions.
- Une réponse à vos courriers dans les meilleurs délais suivant leur réception s'agissant de questions sur la qualité d'eau ou sur votre facture.
- Une étude et une réalisation rapide pour l'installation d'un nouveau branchement d'eau avec: devis dans les meilleurs délais après visite sur les lieux dans le cas d'une maison individuelle, et réalisation des travaux dans les meilleurs délais après acceptation écrite du devis.

1.1. Les règles d'usage de l'eau et des installations:

En bénéficiant du Service de l'Eau, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent:

- D'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder à titre onéreux ou en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie;
- D'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat;
- De prélever l'eau directement sur le réseau par un autre moyen que le branchement ou à partir des appareils publics.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition.

Ainsi, vous ne pouvez pas:

- Modifier à votre initiative l'emplacement de votre compteur, en gêner le fonctionnement ou l'accès, en briser le dispositif de protection;
- Porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public;
- Manœuvrer les appareils du réseau public ;
- Relier entre elles les installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé aux installations au réseau public;
- Utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

1.1. Les interruptions du service:

La collectivité est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, elle peut être tenue de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans la mesure du possible, elle vous informe 24 heures à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparation ou d'entretien).

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

La collectivité ne peut être tenue pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un accident ou un cas de force majeure. Le gel, la sécheresse, les inondations ou autres catastrophes naturelles, sont assimilées à la force majeure.

Quand l'interruption du service est supérieure à 24 heures, la collectivité doit mettre à la disposition des abonnés concernés de l'eau potable conditionnée en quantité suffisante pour l'alimentation.

1.1. Les modifications prévisibles et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la collectivité peut être amenée à modifier le réseau public ou son fonctionnement (pression par exemple). Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, la collectivité doit vous avertir des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure, de pollution ou de manque d'eau, la collectivité peut, à tout moment, en liaison avec les autorités sanitaires, imposer une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

1.1. En cas d'incendie

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées, sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée à la collectivité et au service de lutte contre l'incendie.

CHAPITRE 2: VOTRE CONTRAT D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles ainsi qu'aux syndicats de copropriété représentés par le syndic, sous réserve de la production d'un titre de propriété ou d'un contrat de location.

Toutefois l'abonné peut demander que les factures soient libellées directement au nom de ses

locataires. Cette opération implique que l'abonné se porte garant du règlement des sommes dues par l'utilisateur. Cette demande vaudra donc caution. Pour les locataires titulaires d'un abonnement à la date de mise en application du présent règlement, il sera procédé à la régularisation de la situation dès le premier incident de paiement. Le propriétaire devra alors reprendre l'abonnement à son nom et règlera directement les sommes dues par l'utilisateur.

2.1. La souscription du contrat:

Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

Cette demande à laquelle est annexé le règlement du service est remplie en double exemplaire et signée par les deux parties. Un exemplaire est remis à l'abonné.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

SANS CONTRAT, IL N'Y AURA PAS DE BRANCHEMENT.

2.1. Si vous logez en habitat collectif.

Si ce n'est pas déjà le cas, une individualisation des contrats de fourniture d'eau peut être mise en place à la demande du propriétaire ou de son représentant (immeuble collectif ou lotissement privé).

La procédure de l'individualisation des contrats de fournitures d'eau est décrite en annexe du présent règlement.

Cette individualisation est soumise à la conformité des installations intérieures de l'habitat collectif aux prescriptions techniques détaillées dans l'annexe jointe au présent règlement.

Quand cette individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place:

- tous les logements doivent souscrire un contrat d'abonnement individuel ;
- un contrat spécial dit « contrat collectif » doit être souscrit par le propriétaire de l'immeuble ou son représentant pour le compteur général collectif.

Quand aucune individualisation des contrats de fourniture n'a été mise en place dans un habitat collectif, le contrat prend en compte le nombre de logements desservis par le branchement et il est facturé autant de parties fixes (abonnements) que de logements.

2.3 Cas particuliers

Lorsque la collectivité identifie la présence de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un même bâtiment, elle se réserve la possibilité d'installer autant de compteurs que de locaux identifiés.

Une individualisation des contrats sera alors mise en place.

2.1. Durée du contrat d'abonnement :

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée et prend effet:

- Soit à la date d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective),
- Soit à la date d'ouverture de l'alimentation en eau.

2.1. Résiliation du contrat d'abonnement:

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en avertissant par lettre recommandée le service de l'eau avec un préavis de 8 jours minimum.

La collectivité effectuera alors le relevé de votre compteur et fermera le branchement. Une facture d'arrêt des comptes vous sera adressée, elle comprendra:

- Les sommes restant dues composées de l'abonnement de l'année en cours et d'une part variable basée sur votre consommation réelle telle que relevée au compteur.

En cas de déménagement:

- L'abonnement continuera de vous être facturé tant que la résiliation de votre contrat ne sera pas effective.
- Si vous connaissez votre successeur, il est possible de ne pas procéder à la fermeture du branchement et de maintenir l'alimentation en eau à condition qu'il ait souscrit un abonnement auprès de la collectivité et qu'un relevé de compteur ait été effectué.
- En quittant le logement, vous devez fermer le robinet d'arrêt après compteur et/ou les robinets de vos installations privées. La collectivité ne pourra pas être tenue pour responsable des dégâts occasionnés par des robinets intérieurs laissés ouverts.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayant droit restent redevables vis-à-vis du Service de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial. En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

La collectivité peut, pour sa part, résilier votre contrat si vous ne respectez pas les règles d'usage de l'eau et des installations.

CHAPITRE 3: VOTRE FACTURE

Vous recevez, en règle générale, une facture par an. Elle est établie à partir de votre consommation réelle mesurée par le relevé de votre compteur.

3.1. La présentation de la facture

La présentation de la facture est réglementée et comporte, pour l'eau, deux rubriques:

- La distribution de l'eau : qui couvre les frais de fonctionnement du service de l'eau et les investissements nécessaires à la construction des installations de production et distribution d'eau. Cette rubrique se décompose en une **partie fixe** (abonnement) et une **partie variable** en fonction de la consommation
- Les redevances aux organismes publics qui reviennent à l'Agence de l'Eau.

Votre facture inclut une 3^{ème} rubrique: collecte et traitement des eaux usées qui comprend une partie fixe (abonnement) et une partie variable en fonction de la consommation.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

3.1. L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés:

- Par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité pour la part qui lui est destinée,
- Par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'eau, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Les changements de tarifs sont décidés par délibération du conseil municipal. Toute information est disponible auprès des services de la mairie.

3.1. Le relevé de votre consommation d'eau.

Le relevé de votre consommation est effectué une fois par an. Vous devez, pour cela, faciliter l'accès des agents du service de l'eau chargés du relevé de votre compteur.

Si, au moment du relevé, l'agent de la commune, ne peut accéder à votre compteur votre consommation est provisoirement estimée sur la base de celle de la période antérieure équivalente. Votre compteur sera régularisé à l'occasion du relevé suivant.

Pour les compteurs équipés d'un dispositif à distance, en cas d'écart manifeste entre les valeurs fournies par le dispositif de relevé à distance et le relevé direct, ce dernier sera pris en compte pour le calcul de votre consommation.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve contraire apportée par vos soins ou par la collectivité.

Vous pouvez à tout moment contrôler vous-même la consommation indiquée au compteur. De ce fait, vous ne pouvez demander aucune déduction de consommation en raison de fuites dans vos installations intérieures.

3.1. Le cas de l'habitat collectif

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place :

- Un relevé de tous les compteurs est effectué à la date d'effet d'individualisation,
- La consommation facturée au titre du contrat collectif correspond à la différence entre le volume relevé au compteur général collectif et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels, si elle est positive.
- Chaque contrat individuel fera l'objet d'une facturation séparée.

3.1. Les modalités et délais de paiement.

Le paiement doit être effectué avant la date limite inscrite sur la facture.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part à la collectivité dans les meilleurs délais. Différentes solutions pourront être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances:

- D'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée.
- D'un avoir si votre facture a été surestimée.
-

3.1. En cas de non paiement:

Si, à la date limite indiquée vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, une liste des impayés sera transmise à la trésorerie de Borgu.

L'alimentation en eau pourra être interrompue jusqu'au paiement des factures dues. L'abonnement continue à être facturé durant cette interruption.

En cas de non-paiement la Trésorerie de Borgu poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

3.1. Les fuites sur votre installation privée:

Dispositions nouvelles:

A compter du 1^{er} juillet 2013, date de l'entrée en vigueur, du Décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur, la Collectivité est tenue d'informer l'abonné en cas d'augmentation anormale de sa consommation.

Une augmentation du volume d'eau consommé est anormale si le volume d'eau consommé depuis le dernier relevé excède le double du volume moyen consommé par l'abonné pendant une période équivalente au cours des trois dernières années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

L'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au service d'eau potable, dans le délai d'un mois à compter de l'information effectuée par la Collectivité, un document indiquant qu'il a fait procéder à la réparation de la canalisation (attestation d'un plombier précisant la localisation de la fuite et la date de réparation).

Dans ce cas, le volume d'eau imputable à la fuite n'entrera pas dans le calcul de la redevance d'assainissement.

Si l'utilisateur n'est pas en mesure de prouver que la hausse de sa consommation est due à une fuite, il devra acquitter la totalité de sa facture.

Toutefois, l'abonné peut demander, dans le même délai d'un mois, à la Collectivité de vérifier le bon fonctionnement du compteur. L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne qu'à compter de la notification par le service d'eau potable, et après enquête, que cette consommation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur.

Toutefois, dès à présent, si l'abonné constate au vu de la facture établie sur le relevé du compteur, une consommation d'eau anormale imputable à une fuite de canalisation après compteur, il peut obtenir le bénéfice de l'écrêtement de la facture d'eau potable en fournissant à la Collectivité dans le mois suivant la réception de la facture, l'attestation d'une entreprise de plomberie qui mentionne la localisation de la fuite et la date de réparation.

CHAPITRE 4: LE BRANCHEMENT

On appelle « branchement » le dispositif qui va de la prise sur la conduite de distribution publique jusqu'au système de comptage. Le branchement ainsi défini fait partie du réseau public.

Demande de branchement d'eau potable et mise en service:

Vous devez adresser à la Collectivité une demande de branchement d'eau potable et de mise en service.

A réception de cette demande dûment renseignée, la Collectivité vous adressera dans les meilleurs délais un devis estimatif des travaux et un contrat d'abonnement eau à compléter et signer, au reçu desquels la Collectivité engagera les travaux.

La mise en service du branchement ne pourra avoir lieu qu'après validation du règlement et paiement de la facture.

4.1. La description

Le branchement comprend:

- 1°) la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, et le robinet de prise d'eau sous bouche à clé,
- 2°) la canalisation située tant en domaine public qu'en domaine privé,
- 3°) le dispositif d'arrêt (c'est-à-dire un robinet, situé après compteur),
- 4°) le système de comptage comprend le compteur proprement dit.

Votre réseau privé commence au-delà du robinet situé après le compteur.

Un réducteur de pression devra être installé par l'abonné en cas de besoin.

Pour l'habitat collectif, le compteur du branchement est le compteur général collectif. Qu'il y ait eu signature d'une convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau ou non, le branchement s'arrête à l'aval du joint du comptage général.

4.1. L'installation et la mise en service :

Les branchements neufs sont réalisés par la collectivité ou l'entreprise qu'elle a désignée et après accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur qui doit se

trouver, si possible, en domaine public, en limite de propriété et le plus près possible du point de livraison. En cas d'impossibilité, le compteur peut être installée sur le domaine privé.

La collectivité peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant.

La mise en service du branchement est effectuée par la Collectivité, seule habilitée à manoeuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contaminations pour le réseau, la mise en service de branchement peut être subordonnée à la mise en place en aval immédiat du compteur, d'un dispositif anti retour bénéficiant de la marque NF antipollution ou agréée par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance, le contrôle réglementaire et le bon fonctionnement.

4.1. L'entretien

Le distributeur d'eau prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter du branchement.

L'entretien à la charge du distributeur d'eau ne comprend pas:

- tous les dommages constatés après compteurs,
- les frais de modifications du branchement effectuées à votre demande. Les frais résultant d'une faute de votre part sont à votre charge.

Le propriétaire ou la copropriété est chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé.

4.1. La fermeture et l'ouverture

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que le contrat n'a pas été résilié.

4.1. Modification du branchement

La charge financière est supportée par le demandeur de la modification du branchement. Dans le cas où le déplacement du compteur entraîne un transfert de propriété d'éléments du branchement de la collectivité à votre bénéfice, cette dernière s'engage à les remettre en conformité avant le transfert, sauf si vous les acceptez en l'état.

CHAPITRE 5: LE COMPTEUR

On appelle « compteur » l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Le modèle doit être conforme à la réglementation en vigueur.

5.1. Les caractéristiques:

Les compteurs d'eau sont la propriété de la collectivité. Même si vous n'en êtes pas propriétaire, c'est vous qui en avez la garde au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le calibre du compteur est déterminé par la collectivité en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, la collectivité remplace le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

Les frais de changement de compteur sont à la charge du générateur de la modification.

La collectivité peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur

équivalent. Dans ce cas, elle vous avertira de ce changement et vous communiquera les index de l'ancien et du nouveau compteur.

5.1.L'installation:

Le compteur (pour les immeubles collectifs et les lotissements, le compteur général d'immeuble) est généralement placé en propriété publique, aussi près que possible de la propriété privée; il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local parfaitement accessible pour toute intervention).

Le compteur est installé dans un abri spécial conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs).

Nul ne peut déplacer cet abri ni en modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur sans autorisation de la collectivité.

5.1.L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur sont assurés par la collectivité, à ses frais.

Lors de la pose d'un nouveau compteur, la collectivité vous informe par écrit des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection. Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur, s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité. Si votre compteur a subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il est réparé ou remplacé aux frais de la collectivité.

En revanche, il est réparé ou remplacé à vos frais dans les cas où :

- son dispositif de protection a été enlevé,
- il a été ouvert ou démonté,
- il a subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc ...).

Toute modification ou dégradation du système de comptage, toute tentative pour gêner son fonctionnement vous exposent à la fermeture immédiate de son branchement.

CHAPITRE 6: VOS INSTALLATIONS PRIVEES

On appelle « installations privées », les installations de distribution situées au-delà du système de comptage.

Dans le cas de l'habitat collectif, elles désignent l'ensemble des équipements et canalisations situés au delà du compteur général d'immeuble, hormis les systèmes de comptage individuel des logements.

6.1.Les caractéristiques:

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Lorsque vos installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales ou tout autre organisme mandaté par la collectivité peut, avec votre accord, procéder au contrôle des installations.

La collectivité se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.

Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, le risque persiste, la collectivité peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, la collectivité peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

6.1.Utilisation d'une autre ressource en eau:

Si vous disposez dans votre immeuble de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, irrigation), vous devez en avertir le distributeur d'eau. Toute communication entre ces canalisations et celles de la distribution publique est formellement interdite.

Il est rappelé que la réglementation impose une déclaration en Mairie de la création d'un puits ou forage à usage domestique. Une fois cette déclaration effectuée, la commune vous informera des droits et obligations qui vous incombent.

6.1.L'entretien et le renouvellement:

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées n'incombent pas à la collectivité. Elle ne peut être tenue pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

CHAPITRE 7: DISPOSITIONS D'APPLICATION

7.1. Date d'application:

Le présent règlement est mis en vigueur à dater du 1^{er} janvier 2023.

7.1. Modification du règlement:

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité.

Elles sont portées à la connaissance des abonnés par affichage en mairie avant leur date de mise en application, puis à l'occasion de la prochaine facture.

Annexe au règlement de service

Prescriptions techniques pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau

Préambule

La présente annexe définit les prescriptions techniques nécessaires à l'individualisation de des contrats de fournitures d'eau dans le cas d'un habitat collectif (immeubles collectifs et lotissements privés).

Cette individualisation concerne uniquement la distribution d'eau potable, et en aucun cas les circuits d'eau chaude.

Le dénommé « propriétaire » dans la suite de l'annexe désigne soit le propriétaire effectif de l'habitat collectif, en cas d'unicité de la propriété, ou le représentant de la copropriété.

1.1. - Installations intérieures collectives Responsabilités et délimitation:

L'ensemble des installations intérieures collectives doit être conforme aux dispositions du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

Les installations intérieures de l'immeuble collectif ou du lotissement privé demeurent sous l'entière responsabilité du propriétaire qui en assure la surveillance, l'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité en tant que de besoin.

La collectivité n'est pas tenue d'intervenir sur ces installations.

Sauf spécification contraire expresse, les installations intérieures collectives commencent immédiatement à l'aval du compteur général d'immeuble ou compteur général du lotissement, conformément au règlement du service de l'eau, ou, le cas échéant, au contrat particulier de fourniture d'eau établi entre le service de l'eau et le propriétaire. Elles s'arrêtent aux compteurs particuliers desservant les différents logements et à ceux desservant, le cas échéant, les équipements collectifs de réchauffement ou de retraitement de l'eau. Lorsque de tels équipements collectifs existent, les installations intérieures collectives seront strictement séparées des canalisations distribuant, au sein des immeubles, les eaux réchauffées ou retraitées.

Les canalisations de desserte en eau intérieures à l'immeuble collectif ou au lotissement privé devront être conformes à la réglementation en vigueur et ne pas être susceptibles de dégrader la qualité de l'eau.

Elles ne devront, ni provoquer des pertes de charges susceptibles de conduire au non-respect des exigences mentionnées à l'article 41 du décret sus visé, ni provoquer des pertes d'eau mesurables.

En ce qui concerne les équipements particuliers (tels que surpresseurs, dispositifs de traitement, réservoirs, dispositifs de production d'eau chaude et de climatisation etc..), le propriétaire devra s'assurer du respect des dispositions du décret sus visé et plus particulièrement de ses articles 39 à 43.

Dispositifs d'isolement

Dans le cas des immeubles collectifs d'habitations:

Chaque colonne montante ou branchement individuel doit être équipée, aux frais du propriétaire, à un emplacement permettant aisément sa manœuvre, d'une vanne d'arrêt permettant de l'isoler totalement.

Afin de faciliter la maintenance des robinets d'arrêt avant compteur, des dispositifs permettant l'isolement hydraulique par groupes de compteurs seront installés. En cas de difficultés physiques d'application de cette prescription, la collectivité et le propriétaire définiront ensemble les dispositions optimales d'isolement.

Afin de permettre à la collectivité d'intervenir sur les compteurs, le propriétaire devra lui fournir un plan indiquant l'emplacement des colonnes montantes, des vannes d'isolement des différentes colonnes montantes et des différents points de comptage.

Cas des lotissements privés:

Chaque antenne du réseau doit être équipée, aux frais du propriétaire, à un emplacement permettant aisément la manœuvre, d'une vanne d'arrêt permettant de l'isoler totalement.

Afin de permettre à la collectivité d'intervenir sur les compteurs, le propriétaire devra lui fournir un plan détaillé indiquant les emplacements des vannes d'isolement de ces colonnes et compteurs.

Afin de permettre à la collectivité d'intervenir sur les compteurs, le propriétaire devra lui fournir un plan détaillé indiquant les emplacements des vannes d'isolement de ces colonnes et des compteurs.

Comptage: Postes de comptage

Les points de livraison individuels seront tous équipés de compteurs, ainsi, si possible, que les points de livraison aux parties communes.

Lorsque les conditions techniques de l'immeuble rendront en pratique très difficile l'équipement de la totalité des points de livraison, la facturation des consommations des points de livraison non-équipés se fera par différence entre le compteur général et la somme des compteurs individuels.

Chaque poste de comptage doit être équipé, aux frais du propriétaire, d'un compteur agréé par la collectivité et satisfaisant à la réglementation en vigueur, suivi d'un clapet anti-retour.

Chaque poste de comptage devra être identifié par une plaque ou système équivalent gravée fixée à la tuyauterie ou au mur, indépendante du compteur et indiquant les références du lot desservi.

Les compteurs seront relevés, entretenus et renouvelés dans les conditions fixées au règlement du service.

La convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau passée avec le propriétaire comprend impérativement la liste exhaustive des postes de comptage ainsi que de leurs bénéficiaires (référence du lot).

La collectivité peut examiner la possibilité de conserver des compteurs existants, sous réserve de leur conformité avec la réglementation en vigueur et d'un contrôle métrologique satisfaisant, aux frais du propriétaire.

Compteur général de pied d'immeuble:

Pour les immeubles et lotissements existants, le compteur général d'immeuble ou de lotissement sera conservé, lorsqu'il est déjà en place après accord de la collectivité. Dans le cas

contraire il sera remplacé par la collectivité, aux frais du propriétaire. Il appartiendra à la collectivité et sera relevé, entretenu.

Dans le cas des immeubles et lotissements existants déjà dotés de compteurs individuels et non dotés d'un compteur général, comme dans le cas des immeubles ou de lotissements neufs, un compteur général d'immeuble ou de lotissement sera installé par le service de l'eau, aux frais du propriétaire. Il sera installé soit en domaine public, soit en domaine privé aussi près que possible du domaine public et devra être aisément accessible. Il appartiendra à la collectivité et sera relevé, entretenu et renouvelé dans les conditions fixées au règlement de service.

1.1. – Protection du réseau public:

Outre l'équipement des postes de comptage en clapets anti-retour, le propriétaire de l'immeuble, dans le cadre de l'individualisation, est tenu d'installer à l'aval immédiat du compteur général un ensemble de protection conforme aux prescriptions réglementaires et normatives en vigueur.

1.1. – Vérification du respect des prescriptions techniques:

Pour la mise en œuvre des prescriptions techniques, la collectivité, à réception de la demande d'individualisation exprimée par le propriétaire, procède aux actions suivantes:

- Elle remet au propriétaire les présentes prescriptions techniques;
- Elle effectue une première visite pour apprécier la situation générale des installations intérieures de l'habitat collectif et indique au propriétaire les insuffisances constatées empêchant l'individualisation,
- Elle peut également faire réaliser aux frais du propriétaire une campagne d'analyse portant sur les principaux paramètres déterminant la potabilité de l'eau à partir d'un prélèvement au compteur général et sur plusieurs points de livraison individuels. Si les analyses montrent une dégradation ou un risque évident de dégradation de la qualité de l'eau entre le compteur général et l'un des compteurs particuliers conduisant au non respect des exigences du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001, une étude complémentaire sera effectuée par le propriétaire, à ses frais, dans le but d'identifier et de remplacer ou réhabiliter les éléments du réseau intérieur concernés, préalablement à toute individualisation.
- A la suite de ces travaux, la collectivité fait procéder à une nouvelle analyse, aux frais du propriétaire, pour vérification de la mise en conformité des installations intérieures.
- Après réalisation des travaux nécessaires par le propriétaire, elle procède à une nouvelle visite des installations pour vérifier la conformité du dossier déposé, avec vérification éventuelle du contrôle métrologique des compteurs existants et fait procéder à la mise en place des dispositifs de comptage, de sectionnement et de protection contre les retours d'eau.
- Elle indique au propriétaire, sur la base des observations effectuées, l'ensemble des recommandations techniques à appliquer pour prévenir au mieux tout risque de dégradation de la qualité de l'eau. Le propriétaire s'engage par écrit à suivre ces recommandations.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

Madame le Maire expose au Conseil municipal qu'il serait souhaitable de modifier les tarifs concernant le mouillage des bateaux au Port de Santa Severa, à compter du 1^{er} juin 2022, Les modifications proposées sont les suivantes :

- Suppression de la tarification à la semaine
- Application d'une réduction de 30% par rapport au régime général pour les professionnels. Cette réduction sera appliquée sur présentation de pièces justificatives telles que le KBIS.

<u>Longueur</u>	Basse saison du 01/10 au 31/12 et du 01/01 au 31/05		Moyenne saison du 01/06 au 30/06 et du 01/09 au 30/09		Haute saison du 01/07 au 31/07 et du 01/08 au 31/08		Annuel
	<u>Mois</u>	<u>Hivernage 8 mois</u>	<u>Jour</u>	<u>Mois</u>	<u>Jour</u>	<u>Mois</u>	<u>Complet</u>
<u>0 à 4,99 M</u>	29 €	185 €	7 €	148 €	10 €	222 €	308 €
<u>5,00 à 5,49 M</u>	31 €	196 €	8 €	173 €	12 €	284 €	389 €
<u>5,50 à 5,99 M</u>	33 €	206 €	9 €	198 €	13 €	297 €	401 €
<u>6,00 à 6,49 M</u>	35 €	216 €	10 €	210 €	14 €	309 €	422 €
<u>6,50 à 6,99 M</u>	37 €	227 €	11 €	222 €	16 €	346 €	449 €
<u>7,00 à 7,49 M</u>	39 €	237 €	12 €	272 €	19 €	420 €	550 €
<u>7,50 à 7,99 M</u>	41 €	247 €	13 €	284 €	21 €	445 €	650 €
<u>8,00 à 8,49 M</u>			14 €	297 €	23 €	470 €	865 €
<u>8,50 à 8,99 M</u>			15 €	334 €	25 €	519 €	887 €
<u>9,00 à 9,49 M</u>			19 €	346 €	27 €	544 €	908 €
<u>9,50 à 9,99 M</u>			20 €	363 €	28 €	571 €	930 €
<u>10 à 10,49 M</u>			21 €	396 €	29 €	618 €	952 €

<u>10,50 à 10,99</u> <u>M</u>		22 € 415 €	30 € 649 €	990 €
<u>11,00 à 11,49</u> <u>M</u>		23 € 445 €	31 € 692 €	1 028 €
<u>11,50 à 11,99</u> <u>M</u>		24 € 468 €	34 € 727 €	1 108 €
<u>12,00 à 15,00M</u>		25 € 519 €	37 € 816 €	1 190 €
15 M à +++		28 € 588 €	50 € 1 050 €	1 500 €
Professionnels	<i>Remise de 30% par rapport au régime général</i>			

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,

Décide,
De supprimer la tarification à la semaine,
D'appliquer une réduction de 30% par rapport au régime général pour les professionnels,
De demander au Conseil portuaire l'autorisation d'appliquer les nouveaux tarifs proposés à compter du 1^{er} juin 2022.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

DEL/2022/05/034 : Pose de compteurs d'eau avec télérelève - Plan de financement

Le Maire rappelle au Conseil municipal que la Commune va passer à la facturation à la consommation à partir du 1^{er} janvier 2023,

Le Maire propose l'installation de compteurs équipés de capteurs pour la télérelève et de compteurs de secteurs pour les raisons suivantes :

- optimisation de la ressource (suivi de la consommation et anticipation des fuites),
- plus grande efficacité dans la gestion de la relève des compteurs (850),
- simplification du système de facturation.

Il est également proposé de s'équiper d'un système de radio mobile permettant :

- la préparation et la gestion de la relève,
- l'hébergement, la sauvegarde, le tri et la gestion des données d'exploitation, des alarmes et de facturation,
- l'échange des données de la relève avec le système de facturation.

Le montant prévisionnel HT de l'opération est estimé à 95 245.70 €.

Considérant le plan de financement proposé :

Dépenses		Recettes	
Mise en place télérelève compteurs eau	95 245.70 €	Financeurs	Montant
		Collectivité de Corse – Comité de massif (70 %)	66 672 €
		Commune (30 %)	28 573.70 €
Total dépense	95 245.70 €	Total recettes	95 245.70 €

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide,

D'approuver l'installation de compteurs équipés de capteurs pour la télérelève et du système de radio mobile,
D'adopter le plan de financement proposé,
De solliciter la subvention auprès de la Collectivité de Corse dans le cadre de l'axe 2.1 du Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection du Massif Corse,
Charge Madame le Maire d'entreprendre toutes les démarches utiles à la réalisation de ce projet et l'autorise à signer toutes les pièces utiles s'y rapportant.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

 **DEL/2022/05/035 : Travaux d'alimentation en eau potable: Construction d'un nouveau réservoir desservant les hameaux de Fienu, Liccetu et Castellu - Plan de financement**

Le Maire expose au Conseil municipal,

Après avoir fait établir un Diagnostic et un Schéma Directeur Général de ses infrastructures en eau potable en 2012/2013, la Commune poursuit son travail sur un autre dossier majeur engagé en 2013 concernant la procédure réglementaire de protection et de mise en conformité de ses points de production.

Ce dossier comporte un volet sur le secteur de Razetta.

Les trois petits réservoirs actuels de Fienu, Liccetu et Castellu seront remplacés par un seul réservoir de tête de distribution au-dessus de Fienu, d'une capacité de 120m3. Ce réseau restera uniquement alimenté par le champ captant de Razetta.

Le devis descriptif et estimation détaillé réalisé par le Cabinet Blasini donne toutes les sujétions envisagées sur la réalisation du nouveau réservoir :

- Raccordement du nouveau réservoir sur les réseaux existants par la pose en tranchée 350 ML de PVC Ø 53/63 mm et 250 ML de PVC Ø 93.8/100 mm,
- Construction d'un réservoir en béton armé de 120 m3 à la cote 390 m NGF environ,
- Construction d'un regard de partage en amont du nouveau réservoir à proximité immédiate de celui-ci,
- Construction d'environ 20 m3 de murs et murets en béton,
- Réalisation de 60 ML de clôture,
- Divers aménagements connexes,
- Pose d'un système d'asservissement par télégestion, désinfection par un dispositif de stérilisation au chlore liquide a débit proportionnel alimenté par énergie solaire.

Le montant prévisionnel HT du projet s'élève à 250 000 €.

Considérant le plan de financement proposé :

Dépenses		Recettes	
Construction d'un nouveau réservoir à Fienu	250 000 €	Financeurs	Montant
		Agence de l'eau / Collectivité de Corse (80 %)	200 000 €
		Commune (20 %)	50 000 €
Total dépense	250 000 €	Total recettes	250 000 €

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide,

D'approuver le projet de construction d'un nouveau réservoir à Fienu,
D'adopter le plan de financement proposé,
De solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'eau et de la Collectivité de Corse,
Charge Madame le Maire d'entreprendre toutes les démarches utiles à la réalisation de ce projet et l'autorise à signer toutes les pièces utiles s'y rapportant.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

✚ DEL/2022/05/036 : Travaux d'alimentation en eau potable: Réfection de la distribution des hameaux de Renula Suttana et Suprana - Plan de financement

Le Maire expose au Conseil municipal,

Après avoir fait établir un Diagnostic et un Schéma Directeur Général de ses infrastructures en eau potable en 2012/2013, la Commune poursuit son travail sur un autre dossier majeur engagé en 2013 concernant la procédure réglementaire de protection et de mise en conformité de ses points de production.

Ce dossier comporte un volet sur le secteur de Renula (Canali).

La distribution du hameau de Renula qui avait été conçue à l'origine, au début des années 50, pour alimenter les deux bornes fontaines centrales des deux quartiers distincts (Suprana et Suttana) est à rénover entièrement depuis le piquage sur le feeder principal situé sur la RD n° 180 jusqu'aux branchements individuels.

La longueur totale du nouveau réseau de distribution sera d'environ 860 ML. Les conduites seront en PVC Ø 64/75 à Ø 93.8/110 mm et les tracés retenus suivront des voiries et des chemins communaux. Une défense incendie est également prévue.

Le devis descriptif et estimation détaillé réalisé par le Cabinet Blasini donne toutes les sujétions envisagées sur la réalisation du nouveau réseau à réaliser :

- Pose en tranchée de 340 ML de PVC Ø 64/75 mm et 460 ML de PVC Ø 93.8/100 mm pour le réseau principal, ainsi que 60 ML de Ø 25 mm et Ø 32 mm pour les branchements particuliers,
- Réalisation d'une défense incendie par la poste de poteaux d'incendie,
- Mise aux normes des anciens branchements particuliers (pose de compteurs et tabernacles)
- Réfection des différents revêtements existants.

Le montant prévisionnel HT du projet s'élève à 155 000 €.


Considérant le plan de financement proposé :

Dépenses		Recettes	
Réfection de la distribution d'eau potable de Renula	155 000 €	Financeurs	Montant
		Agence de l'Eau / Collectivité de Corse (80 %)	124 000 €
		Commune (20 %)	31 000 €
Total dépense	155 000 €	Total recettes	155 000 €

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide,

D'approuver le projet de réfection de la distribution d'eau potable de Renula,
D'adopter le plan de financement proposé,
De solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'eau et de la Collectivité de Corse,
Charge Madame le Maire d'entreprendre toutes les démarches utiles à la réalisation de ce projet et
l'autorise à signer toutes les pièces utiles s'y rapportant.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

 **DEL/2022/05/037 : Travaux d'alimentation en eau potable: Déviation du réseau lieudit Stagnone à Santa Severa - Plan de financement**

Le Maire expose au Conseil municipal,

Après avoir fait établir un Diagnostic et un Schéma Directeur Général de ses infrastructures en eau potable en 2012/2013, la Commune poursuit son travail sur un autre dossier majeur engagé en 2013 concernant la procédure réglementaire de protection et de mise en conformité de ses points de production.

Ce dossier comporte un volet sur le secteur de Santa Severa.

Suite à de nombreuses fuites et réparations en série, la commune a pris la décision de dévier la canalisation actuellement située à 80% en propriété privée sur le secteur.

De plus, au départ de l'antenne, celle-ci passe sous deux habitations au risque de créer de graves dégâts.

Ce tronçon de canalisation est situé au lieudit Stagnone à Santa Severa à l'ouest de la route départementale n°80.

Il sera posé environ 350 ML de canalisation PVC série 16 bars Ø 93.8/110 mm principale. Les différentes antennes impactées seront reportées sur la nouvelle canalisation.

Le devis descriptif et estimation détaillé réalisé par le Cabinet Blasini donne toutes les sujétions envisagées sur la réalisation du nouveau réseau à réaliser :

- Pose en tranchée de 350 ML de PVC Ø 93.8/100 mm et 10 ML de PVC Ø 64/75 pour le réseau principal, ainsi que 100 ML de Ø 25 mm, Ø 32 mm, Ø 50 mm et Ø 60 mm pour les branchements particuliers,
- Report du poteau d'incendie sur la nouvelle canalisation principale,
- Report des antennes impactées par ce déplacement,
- Réfection des différents revêtements existants.

Le montant prévisionnel HT du projet s'élève à 120 000 €.

Considérant le plan de financement proposé :

Dépenses		Recettes	
		Financeurs	Montant
Déviation du réseau d'eau potable lieudit Stagnone	120 000 €	Agence de l'eau / Collectivité de Corse (80 %)	96 000 €
		Commune (20 %)	24 000 €
Total dépense	120 000 €	Total recettes	120 000 €

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide,

D'approuver le projet de déviation du réseau d'eau potable au lieudit Stagnone,
 D'adopter le plan de financement proposé,
 De solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'eau et de la Collectivité de Corse,
 Charge Madame le Maire d'entreprendre toutes les démarches utiles à la réalisation de ce projet et
 l'autorise à signer toutes les pièces utiles s'y rapportant.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

 **DEL/2022/05/038 : Adressage de la Commune - Plan de financement**

Le Maire fait part au Conseil municipal de l'appel à projet géré par le Service du Développement de l'Intérieur et de la Montagne (SDIM) relatif à l'adressage pour l'ensemble des communes de l'intérieur.

L'opération d'adressage se décline en 3 volets :

1. Plan d'adressage (Etat des lieux des sites à adresser – Audit)
2. Signalétique
3. Communication / information

Les dépenses éligibles à l'appel à projet sont les suivantes :

- Prestations d'études, de diagnostic et accompagnent. Réalisation du plan d'adressage, y compris en matière de restitution d'une toponymie en langue Corse.
- Prestations de fourniture et pose :
 - o Plaques (de type émaillé, etc.) pour le nommage des voies
 - o Plaques afférentes à la numérotation des voies
 - o Panneau de signalétique pour le nommage des voies et sites
- Prestation d'information de l'adressage

Montant des aides :

- Prestations relatives au plan d'adressage :

Cette prestation comporte :

- o Une partie relative à l'audit/diagnostic
- o Une partie « réalisation du plan d'adressage » qui tient compte du niveau de difficulté associé à une commune

80 % du coût total de la prestation

- Prestations relatives à la signalétique :

80 % du coût évalué de la signalétique lorsque l'usage de la toponymie en langue corse est respecté.

- Prestations relatives à la communication/information :

80 % du cout évalué.

Le coût prévisionnel HT des différentes prestations est réparti comme suit :

- Prestations relatives au plan d'adressage : 6 000 €
- Prestations relatives à la signalétique : 45 969.30 €

Considérant le plan de financement proposé :

Dépenses		Recettes	
		Financeurs	Montant
Adressage de la Commune	51 969.30 €	Collectivité de Corse - SDIM (80 %)	41 575.44 €
		Commune (20 %)	10 393.86 €
		Total dépenses	51 969.30 €

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide,

D'approuver les prestations présentées dans le cadre de l'adressage de la Commune,
D'adopter le plan de financement proposé,
De solliciter la subvention auprès de la Collectivité de Corse dans le cadre de l'Appel à projet relatif à l'adressage des communes du Schéma d'Aménagement, de Développement et de Protection du Massif Corse,
Charge Madame le Maire d'entreprendre toutes les démarches utiles à la réalisation de ce projet et l'autorise à signer toutes les pièces utiles s'y rapportant.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

 **DEL/2022/05/039 : Décision modificative n° 1 - Budget général M14 2022**

Madame le Maire rappelle au Conseil municipal que lors de la séance du 15 avril 2022, le Conseil municipal a voté la section de fonctionnement en suréquilibre (+ 159 906.40 €) dans le cadre d'une gestion prudente des finances de la commune,

Une anomalie est présente sur le budget primitif M14, les prévisions aux comptes 675/042, 775/77 et 2111/040 ne sont pas autorisées.

Vu la nécessité de diminuer les dépenses inscrites au 675/042,
Vu la nécessité de diminuer les recettes au 775/77,
Vu la nécessité de diminuer les recettes au 2111/040,
Vu la nécessité d'augmenter les recettes au 024/024

Le Maire propose les mouvements suivants :

Désignation	Budgété avant DM	Diminution	Augmentation	Budget après DM
Total des chapitres de recettes d'investissement mouvementés par la DM	0.00 €	-54 061.50 €	54 061.50 €	0.00 €
024 Produits des cessions	0.00 €	0.00 €	54 061.50 €	54 061.50 €
024/024	0.00 €	0.00 €	54 061.50 €	54 061.50 €
040 Opérations d'ordre entre section	54 061.50 €	-54 061.50 €	0.00 €	0.00 €
2111/040	54 061.50 €	-54 061.50 €	0.00 €	0.00 €
Total des chapitres de dépenses de fonctionnement mouvementés par la DM	54 061.50 €	-54 061.50 €	0.00 €	0.00 €
042 Opérations d'ordre entre section	54 061.50 €	-54 061.50 €	0.00 €	0.00 €
675/042	54 061.50 €	-54 061.50 €	0.00 €	0.00 €
Total des chapitres de recettes de fonctionnement mouvementés par la DM	69 061.50 €	-54 061.50 €	0.00 €	15 000.00 €
77 Produits exceptionnels	69 061.50 €	-54 061.50 €	0.00 €	15 000.00 €
775/77	54 061.50 €	-54 061.50 €	0.00 €	0.00 €

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Approuve la décision modificative n° 1 au budget M14 2022, maintenant le suréquilibre de la section de fonctionnement a + 159 906.40 €.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

DEL/2022/05/040 : Subvention à l'association Tenda VTT Natura

Le Maire présente au Conseil municipal le dossier de demande de subventions présentée par l'Association Tenda VTT Natura.

Il propose de soutenir cette association, qui, à travers sa manifestation contribue à valoriser l'image de la Commune, en lui attribuant une subvention.

Le Maire précise que la Commune de Luri est sollicitée par cette association pour le montant suivant :

Association	Montant demandé	Montant proposé
Tenda VTT Natura	1 500 €	500 €

Le Conseil municipal ouï l'exposé de son président,
Décide, après en avoir délibéré,
De subventionner l'association précitée au montant proposé, pour un total de 500 €,
D'inscrire les crédits nécessaires au budget 2022.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

DEL/2022/05/041 : Vente de la parcelle K 611 à M. Jérôme PAVERANI

Madame le Maire expose au Conseil municipal,

Vu la délibération n° 2017/05/014 en date du 20 avril 2017 autorisant la mise en œuvre d'une procédure de droit d'un bien vacant et sans maître pour la procédure OLIVIERI CERVON Philippe,
Vu l'arrêté en date du 27 avril 2017 portant incorporation directe d'un bien vacant et sans maître pour la procédure OLIVIERI CERVON Philippe,
Vu l'estimation réalisée le 28 janvier 2022 par M. Henri MARIN, Expert immobilier et foncier, d'une valeur de 300 € le m² appliqué à la maison, terrain intégré,

Considérant que ces actes ont fait l'objet d'une publication aux hypothèques à la date du 12 juin 2020 – n° d'enregistrement : 2B04P31 2017 D N° 10619 – Volume 2017 P 7019,

Considérant que par courrier en date du 05 mars 2022, M. Jérôme PAVERANI a informé le Maire de son intérêt pour l'acquisition du bien bâti et du terrain intégré au bien suivant :

Procédure	Parcelle	Surface	Estimation
Olivieri Cervon	K 611	384 m ² (dont 152 m ² de surface bâtie au sol)	45 000 €
TOTAL			45 000 €

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide,

De donner une suite favorable à la demande de M. Jérôme PAVERANI, concernant l'acquisition du bien bâti suscité,
Qu'il y a lieu de procéder à la vente du bien bâti et du terrain désignés ci-dessus,

De fixer le montant total de la vente à 45 000 € euros conformément à l'estimation jointe à la présente délibération réalisée par M. Henri MARIN, Expert immobilier et foncier, plus les frais d'honoraires et d'enregistrement,
Charge Madame le Maire d'effectuer toutes les démarches nécessaires à ce dossier,
Autorise Madame le Maire à signer tous actes et pièces portant sur cette vente.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

✚ DEL/2022/05/042 : Modification simplifiée n°1 du PLU: modalités de mise à disposition du public du dossier

Le Maire informe le Conseil municipal,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain,
Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 « Urbanisme et Habitat »,
Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,
Vu la loi du 24 mars 2014 dite « A.L.U.R » (Accès au logement et un urbanisme rénové),
Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances,
Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 entrée en application le 1 janvier 2016,
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants et L.153-45 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération n° 2021/04/109 en date du 9 avril 2021,
Vu l'arrêté municipal n° 2021/10/003 en date du 27 octobre 2021 engageant la modification simplifiée N°1 du P.L.U pour :

- corriger des erreurs matérielles identifiées dans les planches graphiques (zonage) du Plan Local d'Urbanisme. Il apparaît certaines incohérences dans le zonage nuisant à la lecture et à la compréhension du règlement graphique.
- envisager de ne plus interdire les sous-destinations « industrie » et « entrepôt » dans le règlement des zones UA et UB; vocation que le règlement actuel n'autorise pas. L'objectif est d'accueillir les demandes d'implantation, sur le territoire communal, d'entreprises et notamment celles liées à la plaisance et au nautisme. La démarche a été initiée sur le constat d'un réel besoin en foncier pour l'activité économique.

Madame le Maire rappelle que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du P.L.U pendant une durée de un mois en mairie conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme,

Considérant que le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente est prêt à être mis à la disposition du public,

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal,

1. Décide de mettre à disposition pendant une durée de un mois, du 01/06/2022 au 30/06/2022, le dossier de modification simplifiée. Pendant ce délai, le dossier sera consultable en mairie aux jours et horaires habituels d'ouverture.

Le public pourra faire ses observations sur un registre disponible en mairie.

2. Le dossier comprend :

- le dossier de modification simplifiée
- des avis de l'Etat et des personnes publiques associées prévues aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme
- de la décision de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas du projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de Luri (Haute-Corse)

3. Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée du PLU, le lieu, les jours et heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département et affiché en mairie.
L'avis sera publié 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition du public, et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.
4. A l'issue du délai de mise à disposition du public, le registre sera clos et signé par Madame le maire. Ce dernier ou son représentant présenteront au conseil municipal le bilan de la mise à disposition du public qui adoptera le projet par délibération motivée éventuellement modifiée pour tenir compte des avis émis et des observations du public.
5. Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette délibération.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 30.